

CIBLE

Ghosn

Délégué par Renault chez Nissan, un certain Carlos Ghosn est devenu célèbre en annonçant son plan de « renaissance » pour la firme automobile japonaise : fermeture de cinq usines et suppression de 21 000 emplois en trois ans. C'est le même personnage qui avait décidé la fermeture de Renault-Vilvorde.

La sauvagerie de cet employé a fait scandale, mais ce scandale provoque des sentiments troubles chez les bien-pensants. Comme les bourgeois fascinés par les truands, les commentateurs libéraux se complaisent dans l'évocation du « *cost-killer* » - du tueur de coûts.

L'expression est trompeuse, car les salaires et autres émoluments des dirigeants ne sont pas réduits, mais seulement ceux du personnel d'exécution. Le coût de M. Ghosn, par exemple, n'entre pas en ligne de compte.

L'expression est surtout ignoble. Elle signifie que le travail des ouvriers, des employés et des cadres n'est pas créateur de richesse. Elle glorifie une technique quasi-militaire de nettoyage. Elle se traduira concrètement par des maladies et des suicides. Carlos Ghosn est un tueur. Il faudra, un jour, qu'il réponde de ses actes.

Défection

La question communiste

Feuilleton

Le trésor du prince rouge

p.2

Boutang

Les Abeilles de Delphes

p. 9

Le trésor du prince rouge

Gazettes et gazetiers poursuivent cet automne la publication du roman-feuilleton commencé cet été. Nous avons rejoint la troupe partie à la recherche de l'héritage du défunt chef de la Maison de France, qu'on appelait avant la guerre le « prince rouge »...

Quelle affaire ! Paul Amar en personne la juge si importante qu'il lui a consacré le 17 octobre un « sujet » construit à la va-vite (nous pouvons en témoigner) et bâclé à l'antenne. Las ! Ce n'est pas la télévision qui tient la corde, mais notre confrère *Le Parisien*...

Jusqu'au lundi 18, la grande presse dissertait gravement sur le patrimoine, l'héritage, les droits de succession, quatre mots qui évoquent la plume d'oie, les besicles et les manches de lustrine. Bref, royaliste ou non, le menu peuple des lecteurs s'ennuyait. Enfin Valdiguié vint.

C'est lui qui trouva pour *Le Parisien* le titre qui fait mouche : *Le trésor du comte de Paris était « Chez ma Tante »*. Génial effet d'annonce en ce qu'il noue deux associations d'idées :

- le Trésor fait immédiatement penser à l'île du roman de Stevenson, au Trésor de Rackham le Rouge, aux caisses remplies d'espèces sonnantes et trébuchantes de nos bons rois.

- *Ma Tante*, ce sont les fauchés et autres traîne-misère qui mettent leur tocante au Mont-de-Piété pour s'offrir la maigre pitance d'un Bouillon Chartier (1). Saperlotte, quel contraste ! On en viendrait à négliger le contenu de l'article. Lequel nous informe que ledit trésor était caché dans les coffres utilisés par la Fondation Saint-Louis au Crédit municipal. Autrement dit :

1) Le prince « dilapidateur » n'a pas dilapidé l'essentiel puisque son « trésor » historique a été confié à une fondation - soumise au contrôle de l'État.

2) Le trésor du prince n'appartient pas au prince,

puisqu'il est dans le patrimoine de ladite fondation.

3) Le prince n'a pas pu cacher ce qu'il avait donné.

4) La mouche du titre tombe dans la bouillie de l'article. Selon les procédés habituels de la presse à sensation, l'annonce en grasses lettres est annulée par un tout petit élément d'information : M. Louis Le Gouriérec, Inspecteur général de l'administration au ministère de l'Intérieur, chargé au printemps de faire un audit de la Fondation, déclare que « tout est en règle » et estime que les actions intentées par certains enfants du défunt comte de Paris sont « absurdes ».

Malgré cette mise au point, nous avons décidé de dévoiler quelques pistes sur la route au trésor. Amis limiers, cherchez sur l'île de Man, dans l'hôtel où le docteur en fuite a été aperçu avec ses enfants

(chambre 5, troisième latte à droite), au château de Moulin-sart, à la Boucherie Sanzot (sous la carcasse de boeuf anglais), et dans la soupente du Père Goriot pour rester dans l'ambiance « ténébreuse-affaire » que voudrait évoquer le duc d'Orléans dans son réquisitoire (2).

A le lire, on s'aperçoit qu'il manque les pièces du procès (on rapporte des rumeurs, on cite un journaliste à *Minute*) et que le témoin à charge n'a rien vu ni entendu - à l'exception des conflits qui se situent dans la stricte intimité familiale. Il en résulte une compilation hâtive (que d'erreurs et d'inexactitudes !) sur des événements que le duc d'Orléans n'a pas vécus (le 6 février, Alger 1942, les relations avec de Gaulle) et qui privilégie les interprétations les plus malveillantes (mais déjà publiées), ou les plus fantaisistes (les relations avec F. Mitterrand).

Ce n'est pas le défunt prince, ni ses « affaires », qui font l'intérêt du texte signé par le duc d'Orléans, c'est la haine. Une haine qui jaillit à l'état brut, aveuglante, bouillonnante - et pourtant dérisoire au regard de celle, sociale et politique, qui menace notre pays.

Annette DELRANCK

(1) On ne se moque pas : on connaît. Il y a quelques années, les militants de la NAR emmenaient parfois le duc d'Orléans, à l'époque très gentil et très respectueux fils de France, dans l'équivalent (pour ce qui concerne les prix) d'un Bouillon d'antan.

(2) Jacques d'Orléans - « Les ténébreuses affaires du comte de Paris » - Albin Michel - prix franco : 115 F.

De mensonges en escroqueries

On le sait, pour Lionel Jospin les « dits » ont moins d'importance que les « non-dits » et les faits moins d'importance que les effets d'annonce. Démonstration.

La fusion de l'Aérospatiale-Matra et de asa dans l'Entreprise d'Aéronautique de Défense et Spatiale (1), présentée comme une opération indispensable pour affronter une industrie américaine en pleine forme, va très vite se révéler pour ce qu'elle est : une escroquerie. Une première analyse - même sommaire - y suffit.

Pour lutter contre plus fort que soi il faut la cohérence, la continuité et la volonté politique. Toutes choses absentes de cette opération.

Quand on veut la cohérence, on ne commence pas par fusionner des entreprises alors qu'il est désormais avéré que les fusions constituent un sérieux frein à l'efficacité et à la puissance. On n'efface pas aussi facilement les mentalités, les rivalités industrielles ou les ambitions nationales. Alors que du côté français la cohésion entre l'Aérospatiale et Matra, mais aussi Dassault - d'ailleurs tenu à l'écart de cette fusion ! - est loin d'être acquise, on demande aux deux entreprises d'intégrer une autre culture. Il eut été plus heureux de continuer sur la voie de la coopération comme le prouve l'exemple d'Airbus, structure légère (un G.I.E.) qui n'en finit pas de damer le pion à Boeing, empêtré depuis trois ans par l'intégration de McDonnell.

Quand on veut la continuité, on ne confie pas un tel projet à des industriels qui envisa-

gent contractuellement leur sortie de l'affaire au bout de trois ans, et qui, comme le reconnaît le secrétaire d'État à l'Industrie, « suivent les stratégies qu'ils veulent » (2).

Quant à la caution des deux chefs de gouvernement à Strasbourg pour sceller l'accord, bien plus qu'une vraie volonté politique, elle révèle une abdication. Ils ont confié à des aventuriers, qui n'en ont cure, tout au soin de leur ego et obnubilés par la création de valeur pour leurs actionnaires, un domaine qui, par les instruments de la diplomatie et la politique de défense, relevait exclusivement des États. Plus qu'un mensonge de la part de Lionel Jospin, c'est à une escroquerie que nous avons affaire. Nous y reviendrons plus en détail bientôt.

En attendant la puissance américaine peut être tranquille. Les Européens tenus et soumis au sein de l'OTAN, sans diplomatie ni politique de défense, réduisent leurs budgets militaires. Nos industriels européens iront donc sans état d'âme où se trouve les budgets comme le prouve le récent accord entre Boeing et Matra-BAE Dynamics, le mis-silier européen.

Nicolas LUCAS

(1) Notons que l'État français a accepté le principe d'une société de droit hollandais en raison d'une fiscalité plus intéressante pour la société.

(2) Sur RTL, le 21/01/99. Il commentait l'accord entre BAE et GEC-Marconi qui s'était fait au détriment de Thomson CSF.

Cynisme

Alain Juppé a déclenché un vif émoi en se prononçant pour l'accueil de nouveaux immigrés. La droite peut se rassurer : il s'agit d'un froid calcul, qui correspond à la demande patronale.

Quant à l'immigration, tout est changé ! Selon Alain Juppé, il y aurait « *décrispation* » des forces politiques. Aujourd'hui, le « *consensus national* » sur ce sujet permet de rejeter le slogan de l'immigration zéro « *qui ne veut pas dire grand-chose* », de reconnaître le droit au regroupement familial et le « *besoin d'apport de main-d'œuvre étrangère* » qui se ferait jour en Europe en raison de la baisse démographique. Il serait tentant de crier victoire, au vu de la conversion d'un homme qui a été le premier artisan de la politique xénophobe mise en oeuvre par MM. Pasqua et Debré et de faire la nique à tous ceux qui, pendant quinze ans, nous ont reproché notre « laxisme » en matière d'immigration.

C'est au contraire le dégoût qui nous saisit à la lecture des déclarations et des textes de l'ancien Premier ministre. Alain Juppé ne fait pas son autocritique, mais se livre à un calcul de stricte rentabilité. Comme le Front national s'est effondré, la surenchère xénophobe n'a plus le moindre intérêt électoral. Comme le Medef juge nécessaire l'inversion des flux migratoires, il importe de préparer l'opinion de droite à cette nouvelle donnée.

Procès d'intention ? Non pas. Toujours à la pointe de la modernité, Roselyne Bachelot a récemment exprimé (*Le Monde* du 22/10) le fond de la

pensée « réaliste » en la matière. Pour le célèbre député de Maine-et-Loire, il faut puiser dans le stock mondial de main-d'oeuvre à bon marché les esclaves indispensables au bon fonctionnement de notre société. Comment ? « *Sur une technique de quotas calés sur les besoins des entreprises et des familles, nous autorisons l'entrée sur notre territoire de professionnels de santé, d'ingénieurs ou de techniciens* ».

Madame Bachelot oublie les bonnes ! Sans doute parce que le besoin de main-d'oeuvre de Nos Familles restera faible au regard de la demande patronale. Et d'écrire ceci : « *Cette immigration élitiste se fera désormais au détriment de l'immigration des pauvres. Il faut avoir le courage ou le cynisme de dire que nous allons nous livrer à une démarche néocolonialiste de grande envergure pour assurer la survie de nos sociétés post-industrielles vieillissantes. Après avoir pillé le tiers-monde de ses matières premières, nous nous apprêtons à le piller de ce qui sera la grande source de richesses du troisième millénaire : l'intelligence* ».

Il reste à savoir si ces esclaves diplômés seront importés selon la règle paritaire, et si l'Académie française acceptera la féminisation du mot négrier.

Maria DA SILVA

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Le trésor du Prince rouge - p.3 : De mensonges en escroquerie - Cynisme - p.4 : Lamy - Par ce gros temps, où va le barreur ? - p.5 : L'Amérique compatissante - p.6/7 : La question communiste - p.8 : Philo - Une histoire - p.9 : Les Abeilles de Delphes - p.10 : de Roux - Le dauphin inconnu - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial Mais quid est dupe ?

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01 42 97 42 57
Télécopie : 01 42 96 05 53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN 0151-5772

Lamy

Une illusion tenace consiste à croire que la présence d'un Français à la tête d'une institution internationale garantit la défense de nos valeurs et de nos intérêts. Les exemples contraires ne manquent pas. Le passage de Jacques Attali à la BERD fut calamiteux, à la fois pour cette banque créée pour aider les pays de l'Est après la chute du communisme, et pour la réputation de notre pays. Au F.M.I., Michel Camdessus ne fait qu'appliquer des dogmes économiques et financiers qui se confondent avec la vision américaine du monde et avec les intérêts de Washington.

Nous aurons la même déception avec Pascal Lamy, haut fonctionnaire discret qui fut le directeur de cabinet de Jacques Delors à la Commission européenne, et qui est devenu commissaire européen au Commerce. L'homme va donc devenir célèbre puisqu'il aura en charge les négociations commerciales internationales qui commencent ce mois-ci à Seattle.

Ce n'est pas une bonne nouvelle. Selon le biographe de Jacques Delors, Charles Grant, Pascal Lamy n'a pas vraiment la fibre patriotique : ce cosu châtelain qui joue à l'ascète « est à peu près aussi antigaulois que possible, pour un Français ». Et de préciser que « sa sensibilité profonde est bien plus libérale et bien plus proche des positions britanniques et américaines que celle de la plupart des Français ». Ces propos, confiés au *Guardian* au début de l'été et rapportés par le *Courrier international* (n° 455), seront-ils démentis par le comportement de l'intéressé ? On peut toujours espérer.

Jacques BLANGY

Par ce gros temps, où va le barreur ?

La rentrée universitaire, étalée sur un mois et demi, vient de s'achever. Elle concerne les quatre-vingt-sept universités et la centaine d'établissements spécifiques qui composent le système d'enseignement supérieur français.

Troisième rentrée du ministère de Claude Allègre, celle-ci se caractérise par la poursuite des efforts incessants du ministre et de son entourage pour instiller au sein du service public une logique de fonctionnement autoritaire et marchande, débouchant dès cette année sur un accroissement des disparités entre les établissements. Trois exemples illustrent cette optique utilitariste.

« Un marché de la matière grise » (Claude Allègre)

Les effectifs étudiants tendent à se stabiliser aux alentours d'un peu plus de deux millions. Ce seuil s'explique bien entendu en partie par la baisse de la natalité de la fin des années 1970 mais pas exclusivement. Les coûts financiers croissants représentés par des études longues tendent aussi à décourager des bacheliers. Ceux-ci, selon quelques études, se dirigeraient vers des formations courtes - BTS par exemple.

D'autre part, les effectifs varient énormément d'une filière à l'autre. Des effets de « mode » - psychologie, éducation sportive - interviennent forcément mais, fait plus lourd de conséquences, les inscriptions dans les disciplines scientifiques chutent brutalement. Biologie, géologie et physique sont particulièrement concernés.

Il faut ajouter que les moyens accordés par le Ministère aux différentes formations varient de un à quatre. Les encouragements accordés aux

Instituts Universitaires Professionnels (IUP) se concrétisent par des dotations en postes d'enseignement et en crédits, alors que les filières classiques doivent fonctionner selon la logique des « moyens constants ».

Progressivement par retouches successives, Claude Allègre et son entourage organisent les études selon des critères marchands et utilitaristes. L'exemple le plus frappant est celui de l'agence « Edufrance » destinée à relancer la fréquentation des étudiants étrangers. Il ne s'agit plus de diffuser les cultures et valeurs universitaires à des publics très larges et boursiers, mais d'enseigner en anglais à des « clientèles solvables », fils de riches brésiliens, héritiers californiens, « yuppies » chinois...

Des enseignants progressivement démotivés

Dans un milieu traditionnellement rétif aux engagements syndicaux et où l'individualisme est depuis longtemps quasiment institutionnalisé, les attaques incessantes du ministre suscitent des critiques farouches mais ne se traduisent pas jusqu'à présent par des réactions fortes. Ainsi l'agression mensongère et injurieuse de Claude Allègre sur les « quatre heures d'enseignement par semaine » n'a pas suscité de réponse à la hauteur de la volonté démagogique de l'investisseur. Il est vrai que le corps enseignant vieillit progressivement. La pyramide des âges des professeurs, corps particulièrement

en charge de la direction de la recherche, est singulièrement préoccupante. Des disciplines entières, études orientales, langues anciennes, voire gestion, risquent d'être sinistrées d'ici quelques années. Elles le seront d'autant plus que l'on risque de déployer les postes vacants vers des disciplines plus « porteuses » pour la logique marchande dominante. A cet égard, il faut citer à nouveau le ministre : « la recherche est faite pour gagner de l'argent ». Qu'ajouter de plus ?

Le triomphe de la maîtrise des dépenses

Deux années d'écoute des responsables ministériels nous donnent une bonne idée des préoccupations régnant en haut lieu. Il faut réduire les dépenses, presque partout, maîtriser les coûts de formation et surtout développer à « moyens constants ».

Cet objectif passe par des calculs systématiques à très court terme pour toutes les formations. Ainsi, en DEUG et en licence, les horaires par étudiant ont été allégés alors que les universités accueillent de plus en plus des populations disparates ayant besoin d'un encadrement renforcé. Cette obsession du coût en devient même mesquine. Les frais de déplacement des enseignants seront désormais remboursés sur pièces quand ils seront en dessous du forfait accordé...

Dans certaines UFR, les photocopies sont limitées et naturellement on externalise à tout va les services rentables - nettoyage, restauration, reprographie confiés à des entreprises privées...

Décidément, oui, le barreur veut jeter à la mer une partie de son équipage...

Christian PIHET

L'Amérique compatissante

Les élections américaines auront lieu dans un an. Les programmes des candidats se focalisent sur les pauvres et évitent les sujets qui pourraient fâcher.

L'Amérique n'a jamais été aussi prospère. Au lieu de s'interroger sur l'avenir de la croissance économique, qui profite à plein d'une mondialisation fondée sur l'exploitation des plus pauvres sur la planète, les politiciens américains se préoccupent d'alléger les souffrances de ceux des Américains qui sont exclus des fruits de cette croissance. Les statistiques sont d'ailleurs encourageantes puisque leur nombre diminue pour se situer à 34,5 millions d'habitants soit 12,7 % de la population. Il est très intéressant de voir comment les candidats analysent ce problème et se proposent de le traiter.

Le candidat républicain, le fils du président Bush, en a fait le thème principal de la campagne qui, si tout continue de bien aller pour lui, devrait le conduire à la Maison Blanche en janvier 2001. Il s'est situé d'emblée au centre, et à la gauche du parti républicain majoritaire au Congrès sur le thème de « la révolution conservatrice ». Bush junior entend récupérer ceux que l'on a appelés les démocrates reaganien, qui, aux élections précédentes, avaient rejoint Clinton fort de sa stratégie de recentrage du parti démocrate. Il a donc inventé un nouveau concept, celui du « conservatisme compatissant », improprement traduit en français par « conservatisme à visage humain » par (fausse) analogie au « socialisme à visage

humain ». Le visage humain du socialisme résidait dans le respect des droits de l'homme et des libertés individuelles. Le visage humain de ce conservatisme consiste en quelques dépenses à caractère social pour alléger la pauvreté des gens. Le premier touchait aux fondamentaux, le second est purement accessoire.

En effet, il s'agit bien de « compassion » et non, comme on pouvait s'y attendre, de justice sociale. Il y avait quelque chose d'inhumain dans le socialisme version totalitaire. On n'admet pas de reconnaître que le système économique capitaliste libéral soit inhumain ni même injuste. Il n'est à aucun moment question de « réforme » du système. Bush junior l'a bien dit : la situation des gens se trouve changée le plus souvent non par des réformes et des lois mais par la conscience et la « rédemption ». Nous sommes évidemment dans des registres lourdement influencés par la religion chrétienne ; il ne s'agit pas de justice mais de charité. La proposition de Bush est que l'État finance les organisations charitables, la plupart confessionnelles, pour qu'elles-mêmes puissent porter secours aux plus pauvres, lesquels, pour lui, ne sont pauvres la plupart du temps que pour des causes morales (éducation, alcoolisme, drogue) et non parce que le système économique est défaillant. On résout ainsi la quadrature du

cercle : tout le monde est content, les entreprises parce qu'on ne remet pas en cause leurs profits, les conservateurs parce qu'on ne crée pas de nouvelles administrations étatiques, les associations parce qu'elles vont toucher des subventions.

On va voir se créer une sorte de « quatrième voie ». La troisième voie des Clinton-Blair-Schröder reste trop attachée au modèle de l'État-providence et au mythe de l'économie libérale sociale. Le candidat démocrate, le vice-président Al Gore, s'en tient à ces recettes éculées et a reçu l'appui - ni unanime ni enthousiaste - des grandes fédérations syndicales qui constituent le quart des électeurs démocrates. Il part battu d'avance. A l'inverse, son rival pour la candidature démocrate, l'ancien basketteur Bill Bradley, est en train de se rendre populaire avec un projet de couverture maladie pour quelques 45 millions d'Américains qui sont à l'heure actuelle dépourvus de toute assurance en ce domaine. Comment va-t-il faire ? Simplement en subventionnant les assurances privées qui existent actuellement, à la grande joie de celles-ci.

Belle époque où les candidats n'ont qu'à gérer, pour le bénéfice du plus grand nombre, une abondance de richesses, à condition de ne toucher si peu que ce soit à la poule aux oeufs d'or. Rien ne prépare moins aux difficultés : « Et ils se trouvèrent fort démunis lorsque la bise fut venue ».

Yves LA MARCK

♦ **JORDANIE** - Le roi Abdallah II de Jordanie sera à Paris le 16 novembre pour assister à l'inauguration de l'avenue Hussein 1^{er} de Jordanie. La municipalité parisienne a en effet décidé de donner le nom du défunt souverain à une voie située dans le XVI^e arrondissement, au pied du Palais de Chaillot, entre l'avenue Gustave V de Suède et l'avenue Albert 1^{er} de Monaco. Le roi Hussein, intronisé le 2 mai 1953, a régné 46 ans sur la Jordanie. Il est décédé le 7 février 1999.

♦ **MONTÉNÉGRO** - Le président du Monténégro, Milo Djukanovic, a annoncé que son pays s'appropriait à ouvrir une représentation, sans statut diplomatique, à Paris. La responsabilité de cette entreprise sera confiée au prince Nicolas Petrovitch Njegosh. Le prince héritier Nicolas, actuel chef de la Maison royale, est l'arrière-petit-fils du roi Nicolas 1^{er}. Architecte, il vit à Paris depuis de nombreuses années, s'est marié en 1976 avec Francine Navarro dont il a eu deux enfants, la princesse Alinaï et le prince Boris.

♦ **GRANDE BRETAGNE** - L'absence du prince Charles d'Angleterre au banquet d'adieu qui a marqué la fin de la visite du président chinois, Jiang Zemin, au Royaume Uni n'est pas passée inaperçue. Radios et télévisions se sont interrogées sur la signification de cette absence de l'héritier du trône dont la sympathie pour le dalaï-lama et la cause tibétaine est bien connue. Le cabinet du prince a, de son côté, démenti toute volonté de « rebuffade » à l'égard du président chinois.

♦ **MAROC** - Le roi Mohammed VI qui a entrepris une tournée complète de toutes les provinces de son royaume, l'a commencée par une visite de plusieurs jours dans le nord du pays sur la côte méditerranéenne et en particulier dans la région montagneuse du Rif. Comme partout, il a reçu à Chefchaouen, la capitale rifaine, un accueil extrêmement chaleureux de la part de la population et a été acclamé par une foule arborant son portrait et hurlant « Acha al Malik », c'est-à-dire « vive le roi », au milieu des « you-you » stridents des femmes et des cris des enfants. Cet enthousiasme est d'autant plus remarquable que le Rif avait été, après une rébellion en 1958, l'objet d'une répression sévère. Répression menée par le prince héritier de l'époque, le futur Hassan II et dont le souvenir était resté très présent dans les mémoires. Les rapports entre les Rifains et la dynastie alaouite en étaient restés marqués par une méfiance mutuelle et il a fallu attendre le début du nouveau règne pour l'effacer.

Organisée par une direction communiste qui est l'otage du gouvernement auquel elle participe, l'étrange manifestation du 16 octobre a réuni des forces (communistes critiques, trotskistes, syndicalistes CGT, chômeurs) qui récusent la politique libérale de Lionel Jospin. Cette contradiction est mortelle pour le P.C. Faute de trancher entre ses intérêts immédiats et son rôle historique, il laisse vide une place qui devra être comblée.

Peuple éminemment politique, les Français ont horreur des décomptes, et les édifices en ruines ont tôt fait d'être remplacés. En d'autres termes, l'impression de déliquescence de la vie politique paraît largement exagérée. Ce sont des partis qui déclinent (le RPR, le PC) ou qui piétinent (Démocratie libérale) mais pas l'ensemble des formations politiques. Preuve en est l'existence d'un puissant courant national-populiste, maintenant relayé par le mouvement de MM. Pasqua et de Villiers.

Plus largement on peut affirmer, à la suite de Max Gallo, que le centre est représenté par une « grande coalition » qui rassemble les libéraux déclarés (l'UDF de François Bayrou), les chiraquiens du RPR, les socialistes fédérés par Lionel Jospin, et les Verts. De fait, les libéraux et les socialistes adhèrent à l'idéologie du marché, cultivent le même européisme et acceptent pour l'essentiel l'hégémonie américaine. Un rapprochement dans le domaine de la « modernisation » des mœurs et en matière d'immigration est par ailleurs en train de s'esquisser entre droite et gauche.

Cette coalition se défera pour l'élection présidentielle, mais celle-ci se déroulera à partir de campagnes d'image, avec le concours de groupes et de partis socio-professionnels : la FNSEA et le Medef pour Jacques Chirac, la CFDT pour Lionel Jospin. Une simple rivalité personnelle, qui a déjà joué paisiblement en 1995, et des oppositions minimales n'empêcheront pas la coalition de se reconstituer après 2002.

Souple, puisqu'elle permet l'alternance d'équipes de droite et de gauche, cette coalition est puissante car elle dispose du soutien tacite des féodalités industrielles et financières, de grandes corporations

professionnelles, et de la chambre d'écho médiatique puisque les sociétés capitalistes contrôlent une partie de la presse.

Cependant, cette coalition est fragile : le milieu dirigeant ne représente qu'une mince couche sociologique, et son programme néolibéral fait l'objet depuis quinze ans de votes de rejet ou de défiance de la part d'électeurs de droite (surtout gaullistes) et de gauche (de tendance « jacobine ») qui souhaitent que la France retrouve sa politique traditionnelle : État capable de protéger la société, pouvoir politique gouvernant une économie mise au service de l'intérêt national, diplomatie indépendante... Outre le risque systémique que présentera le futur krach boursier, annoncé par la plupart des économistes, nul n'ignore que le néolibéralisme favorise une accumulation, de plus en plus impressionnante, d'explosifs sociaux : chômeurs, travailleurs précaires, enseignants humiliés par Claude Allègre, paysans esclaves de la grande distribution, chefs d'entreprises petites et moyennes soumises à la dictature des monopoles, cadres surexploités, lycéens, professions médicales : de nombreux groupes socio-professionnels vivent dans l'humiliation, la peur, la colère, la haine, et l'affaiblissement de certains médiateurs politiques (crise du RPR et du PC) et sociaux (évolution réformatrice de la CGT) accroît le risque de violence. Dans cette situation révolutionnaire, comment se fait-il que le gouvernement parvienne à rester aussi facilement en place ? Cela tient au caractère stabilisateur des institutions de la Ve République, à l'existence de la « grande coalition » évoquée plus haut, mais aussi à l'actuelle impuissance des oppositions radicales.

On se souvient que le Front national, désormais marginalisé, a vécu pendant

quinze ans sur un territoire électoral soigneusement bouclé - ce qui ne l'a pas empêché de se placer par la faute de ses adversaires au centre du débat politique. La crise de la formation national-populiste met fin à une diversion (l'ethnisme comme ersatz de patriotisme) et le fait que l'antiracisme passe à l'arrière-plan permet le retour aux formes classiques d'anticapitalisme et d'antiaméricanisme que les contestataires de droite et de gauche peuvent également cultiver.

À droite, le mouvement de MM. Pasqua et de Villiers devrait recueillir une bonne

partie de l'électorat national-populiste, la fraction gaulliste du RPR et la frange réactionnaire représentée par le sémillant féodal vendéen. Comme le Front national, ce mouvement est tissé de contradictions mais, comme la formation lepéniste, elles lui permettront de recueillir le maximum de soutiens. Plus classique que le Front national dans son composé idéologique (nationalisme de type boulangiste), plus rassurant dans son discours (xénophobie exempte de formules ouvertement racistes), le nouveau RPF est très attrayant car la défense de la



♦ En abandonnant sa fonction « tribunicienne » le P.C. a laissé un grand vide à gauche.

Défection

La question communiste

souveraineté française est capitale pour toute une partie de la droite populaire et pour la gauche jacobine.

Cependant, le RPF reste cantonné sur les marges électorales (puisque Jacques Chirac va rassembler une grande partie de l'électorat du RPR et de l'UDF), et enfermé dans le camp de la droite en raison de la sociologie de l'électorat « souverainiste », et de la thématique xénophobe, ultra-libérale et réactionnaire de Philippe de Villiers qui devrait décourager la plupart des électeurs de gauche.

Cette mise en perspective des rapports de force politiques souligne l'importance de la question communiste.

À gauche, la contestation populaire (révolutionnaire, patriote jacobine, hostile aux États-Unis et à l'Europe capitaliste) reste faible et dispersée, donc sans impact réel ou durable sur l'opinion publique comme en témoigne les actions - nécessaires - de la Confédération paysanne, des comités de chômeurs ou de certains groupes syndicaux. Comme on l'a vu pendant la guerre contre la Yougoslavie, le Parti communiste demeure le seul pôle de rassemblement de la gauche radicale, patriote et révolutionnaire. Il se trouve donc placé devant une responsabilité historique, au regard de laquelle le poids de ses complicités passées (morale et politiquement considérable) pèse peu en termes stratégiques. Pour ne prendre qu'un exemple, les communistes est-allemands rassemblés dans le PDS, qui ont laissé de cruels souvenirs, ne cessent de gagner des suffrages (surtout en Allemagne de l'Est) au détriment des sociaux-démocrates.

Le problème, c'est que le Parti communiste français ne joue plus son rôle dans la société française. Dirigé par un brave homme en quête de reconnaissance politique et sociale (Robert Hue à New-York, le même en tenue de soirée au festival de Cannes...), ce vieux parti est devenu l'otage des socialistes. Les avantages qu'il en tire (quelques années de survie) ne compensent pas l'hémorragie de ses cadres et de ses militants. Surtout, la Place du Colonel-Fabien renonce peu à peu à assumer et à actualiser l'héritage des communistes français (1) dans lequel entrait l'imaginaire révolutionnaire (1793 et 1917), une de nos traditions ouvrières (figurée par le Métallo), l'élan patriotique de la Résistance (les FTP), la référence aux conquêtes de la Libération, la protestation sociale virulente (la « fonction tribunicienne », par référence au tribun de la plèbe), et un anti-impérialisme caractérisé par la dénonciation de la politique américaine.

Ces abandons sont mortifères car le Parti communiste devait son audience populaire et sa représentativité au mélange de fierté ouvrière, de solidarité internationaliste et de patriotisme français qui entrait dans la composition de sa culture, de sa « contre-société » et de son projet (2). Le Parti est grand sous le

Front populaire (les Trois couleurs et le combat antifasciste en Espagne), et au sortir de la guerre de libération nationale. Au contraire, la tactique « classe contre classe » l'isole et l'entente avec le socialisme « bourgeois » le condamne.

Depuis trois ans, le Parti proteste contre l'Europe d'Amsterdam, les privatisations, la flexibilité et la précarité croissantes, mais finit par tout accepter en brandissant les quelques concessions que lui fait son allié pour mieux le tenir en laisse. Il en résulte à gauche un grand vide qui désoriente et désespère le peuple patriote et radicalement contestataire. C'est ce vide qui permet à la coalition néolibérale de gouverner. Elle dominera le terrain tant qu'un mouvement populaire de gauche, équilibrant le nationalisme autoritaire, ne se sera pas rassemblé autour d'un nouveau tribun de la plèbe. Bernard Tapie, qui avait interprété ce rôle de manière caricaturale aux élections européennes de 1994, avait recueilli un nombre important de suffrages qui restent disponibles pour celui qui saurait incarner la tradition patriotique révolutionnaire.

Le programme politique de ce futur rassemblement existe (la reconstruction de l'économie nationale et de la société française selon les principes du Préambule de 1946), et d'innombrables énergies sont disponibles. Il manque le « Grand homme » qui se montrera capable de mener l'action de salut public en réalisant l'alliance du peuple des exploités et des humiliés contre le milieu dirigeant.

La gauche, qui redoute le « pouvoir personnel », n'aime pas envisager cette possibilité. Pourtant, elle n'a pu remplir les missions qu'elle s'était fixées que grâce à Gambetta, Jean Jaurès, Léon Blum et, dans une certaine mesure, François Mitterrand. On sait que la nature politique a horreur du vide. Un jour où l'autre, un « grand homme » répondra à l'attente, pour le meilleur ou pour le pire car la haine sociale est telle que les solutions de terreur ne peuvent être exclues. Et si la gauche ne l'engendre pas, il viendra des profondeurs de l'histoire nationale et transcendera tous les camps. Cela s'est déjà vu. Dans les années qui viennent, rien n'empêche que nous assistions (que nous participions ?) à l'avènement d'un nouvel homme d'État.

Nicolas LUCAS

(1) cf. Roger Martelli - « Le Rouge et le Bleu », Essai sur le communisme dans l'histoire française - Ed. de l'Atelier, 1995, prix franco : 135 F ; et du même auteur, « Faut-il défendre la nation ? », Ed. La Dispute, 1998 - prix franco : 170 F.

(2) cf. Philippe Robrieux - « Histoire intérieure du parti communiste », Fayard, 4 tomes, 1980-1982 - prix franco : 570 F.

Le meilleur témoignage sur le communisme de la Résistance et de la Guerre froide est celui de Dominique Desanti - « Ce que le siècle m'a dit », Plon, 1997 - prix franco : 165 F.

Quand une revue aussi réputée que le *Magazine littéraire* consacre un numéro au « renouveau de la philosophie politique », il va sans dire qu'on se précipite. Avec raison puisque la plupart des textes publiés sont de bonne ou d'excellente qualité. On a toujours plaisir à retrouver Alain Renaut, qui fait l'introduction du numéro, Marcel Gauchet (à propos du totalitarisme), Paul Ricoeur (présenté par Olivier Mongin), ou encore Jean-Paul Dollé expliquant pourquoi il n'y a pas de philosophie politique chez Althusser. L'évocation des travaux de François Furet, de Cornélius Castoriadis, de Hannah Arendt est heureuse.

Pourtant, ce brillant numéro provoque un certain malaise, qui tient aux absents, aux oeuvres traitées par-dessous la jambe et aux traditions philosophiques ignorées. Régis Debray est inconnu au bataillon des penseurs du politique ; la savante Blandine Kriegel, qui a publié des travaux considérables par leur volume et leur influence occupe une toute petite place - pas plus que celle allouée à l'essayiste Bernard-Henri Lévy ! Le renouveau des études sur Hegel est superbement ignoré et l'oeuvre magistrale d'Eric Weil n'est même pas évoquée. On ne s'est pas plus intéressé à Pierre Boutang qu'à Pierre Legendre, et les débats autour de la nation et de la nationalité ne sont pas abordés.

Des amis parlent de leurs maîtres et amis. C'est intéressant et sympathique. Mais la philosophie politique contemporaine méritait une plus vaste perspective.

J. BLANGY

(1) *Magazine littéraire*, n° 380, octobre 1999, 32 F.

Une histoire

Une personnalité médiatique, un score important aux européennes, et voilà l'écologie politique à la Une de l'actualité.

Derrière l'événement, il y a une histoire.

Qu'on le veuille ou non, l'écologie, non comme science mais comme pensée, appartient aujourd'hui à notre paysage politique, et tout semble indiquer que cette inscription sera durable même si elle doit être évolutive. Dans un cadre hégélien, certains voient en l'écologie la seule pensée alternative à la fin de l'Histoire telle que l'accomplirait le capitalisme libéral, ces normes bénéficiant des mêmes potentialités d'universalisation que la pensée libérale. D'autres pensent l'écologie comme un savoir objectif, reposant sur une science de la nature, et qui poserait les normes nécessaires au plein épanouissement de la vie. D'autres encore définissent l'écologie comme un refus du volontarisme prométhéen et une quête d'une harmonie fusionnelle avec la nature. Et l'énumération n'est pas limitative : d'autres approches, plus ou moins contradictoires, plus ou moins complémentaires, se disputent l'appellation. On pourrait dire qu'il existe en cette fin de siècle autant d'écologismes qu'il existait de socialismes à la fin du siècle précédent. Il n'est donc pas facile de s'y retrouver.

Avec son « *Histoire de l'écologie politique* », Jean Jacob nous donne un guide indispensable pour se retrouver dans ce maquis intellectuel. Évitant la caricature et

limitant sagement son étude aux courants réellement présents en France, il remonte aux sources, aux textes fondateurs, et à partir de là s'efforce de dresser une typologie d'une mouvance fort complexe où, quoi qu'il en paraisse, les conflits d'idées l'emportent largement sur les conflits de personnes.

Son ouvrage se divise en deux parties. Dans la première, Jean Jacob analyse les théories de ce qui lui semble être les deux conceptions fondamentales de l'écologie, en répondant à la question fondatrice « *Quelle nature défendre ?* ». Il distingue alors un naturalisme subversif et un naturalisme conservateur. Le naturalisme subversif, illustré par Serge Moscovici et de nombreux autres intellectuels, se veut d'abord une critique de la modernité : la société est mise en accusation parce qu'elle contredit une nature conçue comme essentiellement bonne. Le projet vise l'instauration d'une nouvelle société conforme à la nature. On peut y voir l'origine de cet écolo-

gisme libertaire représenté aujourd'hui par Daniel Cohn-Bendit.

Le naturalisme conservateur, dont la figure emblématique serait le peintre animalier Robert Hainard, sépare absolument nature et société. Son objet est d'abord de protéger la nature des empiétements de la société humaine. Cet écologisme inspire les associations locales de protection de l'environnement. Antoine Waechter est très représentatif de ce courant.

Dans la seconde partie de son ouvrage, Jean Jacob étudie l'inscription progressive de la revendication écologique dans le débat politique et son ancrage discuté à gauche. Il met notamment en lumière le rôle déterminant du Club de Rome et sa défense de la croissance zéro. Il souligne également l'influence de René Dumont dans le rapprochement de l'écologisme et du socialisme.

Cette « *Histoire de l'écologie politique* » constitue la meilleure introduction à la compréhension d'un des rares courants politiques apparus au cours du XX^e siècle.

Patrick PIERRAN

Jean Jacob - « *Histoire de l'écologie politique* » - Albin Michel, 362 p. - prix franco : 140 F.

Royaliste vous plaît ?

Faites-le connaître à vos amis...

Offrez-leur un abonnement de trois mois.

3 mois = 25 F

Les Abeilles de Delphes

Si il fallait donner un exemple d'une critique qui se hausse à l'exigence d'une écriture et d'une intelligence exceptionnelles, sans hésiter, j'indiquerai *Les Abeilles de Delphes* de Pierre Boutang. La réédition de ces essais, déjà publiés en 1952, par les jeunes éditions des Syrtes donne au lecteur le plaisir rare d'une introduction à la littérature, la meilleure, dans la familiarité des écrivains, la connaissance précise des oeuvres et surtout l'éclair de génie qui fait percevoir l'essentiel, l'utile, l'indispensable pour l'esprit et la vie. Pour ceux qui connaissent Pierre Boutang et qui savent que le philosophe de *L'Ontologie du secret* est également l'auteur d'un *Blake* ou d'un *La Fontaine* sans oublier ses essais sur Maurice Scève ou Karin Pozzi, ce n'est pas une surprise. Mais l'intérêt ici tient dans la diversité des écrivains avec lesquels l'auteur ouvre le plus exigeant des dialogues.

Boutang c'est évidemment l'exigence intellectuelle incarnée. En tous domaines de l'esprit il n'a jamais pu souffrir la médiocrité. Il était d'autant plus autorisé pour cela qu'il dominait son sujet, qu'il savait détecter les sources les plus vives, définir ce qu'était la vraie nouveauté. Un exemple : ce qu'il écrit à propos de William Faulkner et qui en quelques pages va droit au coeur du Sud du romancier. Malgré son estime pour Malraux, il lui reproche d'avoir bâclé la préface de *Sanctuaire* en 1933, laissant de côté la tragédie faulknerienne qui rapproche l'écrivain des *Perses* ou d'*Hécube* beaucoup plus que des *Chemins de la liberté* de Sartre. Qu'on excuse le raccourci qui violente la chronologie mais la méprise est venue surtout après-guerre quand l'existentialisme a voulu s'emparer de Faulkner au travers d'un contresens magistral, sans voir comment les malheurs qui frappent les hommes du Sud sont marqués par l'histoire et comment leur destin s'universalise de leur héritage singulier et de leur manière de l'assumer : « *Qu'est-ce que Drusilla, vierge guerrière, puis femme coupable, qu'est-ce que Bayard qu'elle aime, le père de Bayard, le colonel Sartoris qu'elle épousa, sinon de violentes et sûres pulsations du monde, et de cette part du monde qu'est le Sud ?* ». Et comment ne pas apprécier le clin d'oeil ironique au passage, car Pierre Boutang sourit jusque dans la polémique : « *Quand l'Amérique ne nous aurait donné que lui et Poe, ce serait beaucoup plus déjà que le plan Marshall* ».

Autre exemple, dans un autre registre ; Maurice Blanchot dont notre critique a lu *Le Très-Haut* et s'interroge : « *Mais comment ce mythe tortueux et noir, ces beautés qui se fuient elles-mêmes, jusqu'à cette joie frénétique plus désespérée que le désespoir, comment cela a-t-il été possible ? Ne sommes nous pas, comme au temps d'Apulée, au point où les métamorphoses ont envahi l'existence et préludent à quelque grand changement ?* ». Ce qui nous vaut une fulgurante traversée de l'histoire du roman, de *La Nouvelle Héloïse* à Proust. Car avec Blanchot, « *le roman de cauchemar succède au roman rêveur, le romantisme du cauchemar au romantisme du rêve* ». Mais avec le cauchemar c'est la tragédie qui renaît « *où les essences affectives, désir, haine, regret, angoisse sont retrouvées dans leur pureté terrible et imposent leurs aventures, dessinent des*

événements à la fois ordinaires et gratuits ». Cette tragédie est celle de notre temps engagé dans un tunnel sans fin. Mais Boutang fait exploser le tunnel sur l'autre versant « *et nous voilà enfin hors du XIX^e siècle, sur les vrais chemins d'une matinée intacte* ». Notre critique n'est pas particulièrement moraliste, c'est l'homme de l'espérance indéracinable.

Mais poursuivons notre lecture avec un tout autre choix : Raymond Aron. A priori, on pourrait presque penser qu'il est aux antipodes de Boutang. Pas du tout. Les deux hommes s'apprécient, ils se connaissent depuis l'avant-guerre, lorsqu'à l'invitation de Paul Desjardins ils se retrouvaient aux fameuses décades de Pontigny. C'est là aussi que devait se produire la rencontre décisive avec Martin Buber, rencontre dont on ne dira jamais assez l'importance, parce que prophétiquement elle annonce un dépassement et plus encore l'abandon de l'antisémitisme traditionnel dont Boutang était l'héritier. Mais revenons à Aron. Boutang fait un éloge de son livre majeur *Le Grand Schisme*, en définissant le journaliste qui par ailleurs donne ses chroniques au *Figaro*, comme l'héritier de Jacques Bainville. Aron aurait d'ailleurs été le dernier à s'en offusquer du haut de sa lucidité. « *Raymond Aron n'écrit pas naturellement et dédaigne d'écrire. Ses chaînes de raison ne glissent pas comme celles de Bainville ; on entend parfois le bruit de la mécanique - mais la mécanique est parfaite. Raymond Aron n'a pas de grâces ; faut-il dire qu'il n'a pas la grâce ? Mais il a de la hauteur, une exactitude presque inhumaine, une honnêteté de l'esprit qui impose le respect, appelle l'amitié. [...] Que ce soit au Figaro, au Monde, ou aux Temps modernes, Raymond Aron nous donne sans cesse la tragédie de l'intelligence* ». A partir de là s'amorce un beau débat sur l'Europe qui ne saurait supposer l'anéantissement de la nation.

Le chapitre sur Bernanos surprendra et pourra même violemment choquer. Je pense que l'éditeur (comme Boutang lui-même) a eu raison d'en maintenir tous les termes, même s'ils ne correspondaient plus aux lectures ultérieures que le philosophe que nous avons connu, nous donnera de l'auteur des *Grands Cimetières*. A ce moment, Boutang n'a pas digéré les *Grands Cimetières* et oppose à ce Bernanos celui de *La Grande Peur des bien-pensants*. Sans doute son admiration de fond est-elle totale mais la querelle n'est pas encore résorbée. Pour qu'elle le soit, il faudra que Boutang accomplisse son propre chemin qui ne sera jamais un désaveu de lui-même, en dépit des très réels désaveux et mises au point historiques nécessaires. Le politique entre temps aura saisi toute la signification du gaullisme et d'abord le destin d'un général renouant avec la légitimité française. Il y aura eu aussi l'abandon déjà signalé de l'antisémitisme politique (qui se manifeste encore dans les pages sur Bernanos), grâce à une conversion qui précède Vatican II et qui s'est produite quand le philosophe-théologien a reconnu que le judaïsme authentique ne pouvait être séparé de sa source biblique. Sans doute, ce moment où le passage ne s'est pas encore accompli peut-il nous être amer. Mais il nous est utile que la difficulté n'ait pas été éludée. Aussi pouvons-nous mieux comprendre notre histoire et la façon dont Pierre Boutang a su, en le dépassant, comprendre le meilleur de Maurras. Les pages sur le poète de *La Musique intérieure* obligeraient les plus rétifs à un réexamen complet du dossier. Mais tout est exceptionnel dans *Les Abeilles de Delphes*. De l'*Iliade* jusqu'aux plus modernes, ce beau et grand livre nous permet de ne pas être inégal à la culture transmise et à la grâce de la transmission.

Pierre Boutang - « *Les Abeilles de Delphes* » - Éd. des Syrtes (avec une excellente préface de Stéphane Giocanti) - prix franco : 172 F.

Cent coudées au-dessus des pâles littérateurs du temps, si préoccupés des tremblements de leur nombril qu'ils ne savent plus voir les couleurs de l'histoire ni entendre le chant du monde, il y a les écrivains, ceux-là mêmes dont le verbe ne peut pas ne pas être prophétique. Ils n'y peuvent rien, soumis qu'ils sont à cette nécessité ontologique qui s'impose à ceux que le destin distingue.

Dominique de Roux appartenait à cette race séparée, méprisée par les esprits forts et honnis par ces intellectuels qui ne peuvent supporter les fulgurances qui désintègrent leurs besogneuses constructions conceptuelles. C'est que l'écrivain sait ce qu'ils voudraient tant comprendre, et qui leur échappera toujours. Ils sont si lourds, comment pourraient-ils saisir l'essentiel qui se niche dans les fantaisies de l'imaginaire ou prêter attention aux doux murmures de l'âme ? Ils jargonent, et prennent ces bruits pour de la parole.

On pourrait reprocher à Rémi Soulié de poser un peu facilement au grand contemporain du siècle, mais on lui pardonnera ce mince péché tant son essai vibre d'une authentique puissance évocatrice. Il a saisi l'esprit même du grand écrivain, jusqu'à ses tendresses intimes, celles de l'enfance, cette source toujours vive des esprits vivants. Rémi Soulié cite, rapproche, digresse, et ranime ainsi cette saine curiosité pour l'essentiel qui, sans conteste, anime l'œuvre de Dominique de Roux.

Patrick PIERRAN

Rémi Soulié - « Les Châteaux de glace de Dominique de Roux » - Les Provinciales/l'Age d'Homme, 96 p. - prix franco : 80 F.

Le dauphin inconnu

Louis XVII, le dauphin du Temple, a fait couler beaucoup d'encre. Mais pour la première fois, un livre est consacré à son frère aîné, mort en 1789.

Curieuse idée - pourrait-on penser - que d'écrire la biographie du premier dauphin, fils de Louis XVI et de Marie-Antoinette.

Que raconter, en effet, sur cette ombre oubliée des manuels d'Histoire, victime de la tuberculose à sept ans et demi, emportée dans les premiers soubresauts de la Révolution ? A cet égard, l'entreprise de Reynald Secher - le spécialiste de la Vendée - et d'Yves Murat, s'apparentait à une gageure. Malgré quelques obscurités et naïvetés, en dépit d'une certaine sécheresse d'écriture, le livre qu'ils nous offrent tous deux aujourd'hui a su relever le défi. En 205 pages, les auteurs réussissent à brosser le portrait évanescant d'un prince méconnu dont la brève existence palpite dans les ultimes flamboiements de l'Ancien Régime. Et c'est là sans doute l'intérêt principal de cette évocation crépusculaire : le basculement d'un monde à travers le regard d'un enfant qui va mourir...

Louis Joseph Xavier François naît le 22 octobre 1781, à Versailles. Après sa sœur aînée, Marie-Thérèse, qui a vu le jour en 1778, il est accueilli comme le dauphin tant espéré. Le royaume, et l'Europe entière, laissent éclater leur joie. Le futur révolutionnaire Collot d'Herbois lui-même se fait l'écho de cette allégresse en composant des vers de mirliton à la gloire du nouveau-né. Qui aurait pu alors imaginer que douze ans plus tard, Louis XVI et Marie-Antoinette monteraient sur l'échafaud ? et que le frère cadet de Louis-Joseph croupi-

rait, cloîtré dans la tour du Temple ?

Car l'histoire du petit prince débute à la manière d'un conte de fées, sous les lambris du palais du Roi Soleil. A quatre ans et demi, il reçoit en cadeau un merveilleux carrosse, dont les glaces « sont retenues dans des encadrements de vermeil ornés de saphir, de rubis et autres pierres précieuses ». Louis-Joseph grandit ainsi, entouré de prévenances et d'attentions, dans le cadre enchanteur des Trianons. Au passage, Secher et Murat restituent à Marie-Antoinette et à Louis XVI leur véritable personnalité. Non, la reine n'était pas l'écervelée prodigue que les historiens ont parfois décrite ! Non, elle ne tondait pas les moutons de son Hameau avec des ciseaux d'or, affublée d'un costume de bergère ! On découvre en revanche une mère attentive et aimante. Et un père - monarque éclairé - qui se préoccupe de l'instruction de ses enfants, en inventant pour eux des « jeux éducatifs », puzzles ou lotos géographiques.

Hélas, le rêve tourne bientôt au cauchemar. Louis-Joseph a probablement contracté la tuberculose osseuse lors de son inoculation de la variole, le 4 septembre 1785. En quelques mois, la maladie déforme son squelette. Les douleurs, encore aggravées par des remèdes inefficaces, deviennent intolérables. Dans les premiers mois de 1789, le dauphin agonise à Meudon, tandis que la France est sur le point de connaître le plus profond bouleversement de son Histoire. Louis-Joseph s'éteindra le 4 juin, un mois après la séance inaugurale des États généraux. Ses obsèques auront lieu à Saint-Denis, dans une quasi-indifférence. Marie-Antoinette écrira plus tard à son frère, l'empereur Joseph II : « A la mort de mon pauvre cher petit dauphin, la nation n'a pas seulement eu l'air de s'en apercevoir. A partir de ce jour-là, le peuple est en délire et je ne cesse de dévorer mes larmes ».

Philippe DELORME

Reynald Secher et Yves Murat - « Un prince méconnu, le dauphin Louis-Joseph, fils aîné de Louis XVI » - Éditions RSE, 221 pages - prix franco : 140 F.

Service librairie

SOLDES !

♦ Danielle Guéret - **Le Cambodge, une introduction à la connaissance du pays khmer** - Éd. Kailash - franco 84 F au lieu de 144 F.

♦ Jean-Marc Salmon - **Le Désir de société, des restaurants du cœur au mouvement des chômeurs** - La Découverte - franco 93 F au lieu de 163 F.

♦ André Chouraqui - **Histoire des juifs en Afrique du Nord** (2 volumes (*En exil au Maghreb et Le retour en Orient*)) - Éd. du Rocher - franco 170 F au lieu de 309 F.

ATTENTION - Nous ne disposons que de quelques exemplaires de chacun de ces livres. Seules les premières commandes reçues pourront être honorées.

SÉMINAIRE

Il y a deux ans, Ran Halévi entreprenait, dans le cadre du Centre de Recherches politiques Raymond Aron, une recherche sur « *L'histoire politique de la royauté en France (XVII^e-XVIII^e siècles)* : le prince modéré » que plusieurs de nos lecteurs parisiens ont suivi avec un immense intérêt. Cette année, le séminaire sera consacré à *La pensée politique de Louis XIV : autoportrait du pouvoir absolu*.

On se propose d'étudier l'idéologie royale telle qu'elle se dégage des réflexions politiques et de la pratique du pouvoir sous le règne le plus long de l'Ancien Régime. On partira d'une lecture des « Mémoires » de Louis XIV pour reconstituer la vision que se donne le jeune monarque du « métier de roi » et des principes du gouvernement. On tâchera, ensuite, de les éclairer à la lumière des « miroirs du prince » destinés à l'éducation du roi, et des théories du pouvoir royal composées par les contemporains. On cherchera, enfin, à examiner dans quelle mesure ce texte célèbre et méconnu rend intelligible, ou infirme par anticipation, la politique royale, ses représentations, ses inflexions comme ses actes les plus emblématiques - réaffirmation du gallicanisme, révocation de l'édit de Nantes, mise en tutelle des parlements.

Ce séminaire reprend le vendredi 19 novembre. Il aura lieu tous les vendredis de 14 h. à 16 h. à l'École des Hautes Études en Sciences sociales, 105, boulevard Raspail, (6^e) en salle 11 au 3^e étage.

Nos lecteurs y sont chaleureusement conviés.

HAUTE-GARONNE

Les réunions mensuelles ont repris le deuxième jeudi de chaque mois. Elles se tiennent à la Brasserie Le Cardinal, 20 place Président-Wilson à Toulouse à partir de 20 h 30. Au programme de la réunion du jeudi 11 novembre : une réflexion sur le thème : « *Qu'entendons-nous par souveraineté ?* », la préparation de la venue de Bertrand Renouvin à Toulouse qui est prévue pour le 29 novembre, et des questions diverses. Les sympathisants ou nouveaux lecteurs sont invités à prendre contact avec nous à l'occasion de cette réunion.

BOUCHES-DU-RHÔNE
Une réunion se tient désormais le 3^e lundi de chaque mois. Bertrand Renouvin sera à Marseille le lundi 15 novembre. Renseignements auprès du

délégué départemental Alain Kinart (tél. 04.91.48.25.33).

GIRONDE

Bertrand Renouvin sera à Bordeaux le lundi 22 novembre. Renseignements auprès du délégué départemental Loïc de Bentzmann (tél. 05.56.61.28.21).

SARTHE

Reprise des réunions au Mans le lundi 8 novembre à 20 h avec la participation de Nicolas Lucas, délégué national. Renseignements au secrétariat régional (tél. 02.41.48.95.03).

ILE-ET-VILAINE

Réunion de rentrée le lundi 15 novembre. Au cours de cette réunion, préparation de la venue de Bertrand Renouvin à Rennes qui est prévue pour le 10 décembre. Renseignements au secrétariat régional (tél. 02.41.48.95.03).

Communiquer avec la N.A.R.

✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com

✓ Site Internet : <http://www.multimania.com/royaliste>

✓ Téléphone : 01.42.97.42.57

✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53

✓ Réglements à l'ordre de : **Royaliste** - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonnement des « *mercredis* » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● **Mercredi 3 novembre** : Comme toujours lorsque les socialistes présentent une réforme contraire à leurs principes et à leurs promesses, ils changent les mots afin de faire accepter la chose. Il en est ainsi pour les fonds de pension, pour lesquels les idéologues ultra-libéraux et le Medef font une intense propagande, et que le gouvernement présente sous la forme d'une épargne salariale.

Spécialiste de la question (il a été attaché financier à New York et représentant de la Caisse des Dépôts aux États-Unis), Jacques NIKONOFF dénonce dans un ouvrage récent « *La comédie des fonds de pension* » et nous expliquera pourquoi ce système inutile, dangereux et inefficace doit être combattu.

● **Mercredi 10 novembre** : Écrivain, directeur des Éditions de la Table Ronde,

citoyen engagé dans la vie politique aux côtés de Jacques Chirac, Denis TILLINAC vient de publier un essai provocateur qui a suscité le très vif intérêt de Gérard Leclerc. Grand voyageur fortement attaché à la Corrèze, notre invité s'interroge sur l'essence de la modernité et sur l'avenir de l'humanité alors que le monde semble s'effondrer. Face à l'alliance du capital, du technologique et du médiatique, « *Une résistance politique est-elle possible ?* ». Telle est la question qui se pose, quant à la politique française, quant à la déconstruction moderne, quant au sens de l'histoire depuis la fin de la guerre froide.

● **Mercredi 17 novembre** : Tous deux sociologues et directeurs de recherche au CNRS, Michel PINCON et Monique PINCON-CHARLOT ont publié les comptes-rendus très remarquables de voyages ethnologiques effectués dans les beaux quartiers et d'analyses sociologiques portant sur les familles très fortunées.

Ils reviennent parmi nous avec une nouvelle enquête consacrée cette fois aux « *Nouveaux patrons* » qui ont récemment édifié des fortunes colossales et qui tentent de s'intégrer à la grande bourgeoisie traditionnelle. Ces « nouveaux riches » sont à la fois célèbres et méconnus : pour la première fois, ils s'expriment hors des jeux de pouvoirs et des connivences médiatiques et des relations d'intérêts.

C'est passionnant.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Mais qui donc est dupe ?

Tous menteurs ! Cela ressemble au « tous pourris » des démagogues. Massive, aveugle, irresponsable, l'accusation fait fuir les citoyens avertis. Et qui la reprend en son for intérieur, les soirs de grande colère, a tôt fait de se reprocher sa malveillance ou de s'interroger sur son équilibre mental.

Il en va pourtant du mensonge politique comme de la corruption. On a beau détourner les yeux, la chose prolifère et devient envahissante. Comment oublier que le candidat Chirac a conquis l'Élysée sur le discours de la « fracture sociale », rejeté quelques mois plus tard ? Comment négliger les contradictions entre les promesses faites par Lionel Jospin avant 1997 et les décisions qu'il a prises depuis qu'il est à Matignon ? L'analyse comparative est accablante pour la direction socialiste (1) et il ne se passe pas de semaine sans que nous assistions à un reniement, à une manipulation de concepts, à une présentation fallacieuse de statistiques, à un jeu de mots destiné à masquer un ralliement à l'idéologie néolibérale. On se souvient que la flexibilité fut rejetée au profit de la souplesse, simple synonyme, on devine que l'épargne salariale sert de couverture aux fonds de pension, on n'a guère prêté attention au communiqué des syndicats du ministère des Affaires sociales, dénonçant au printemps dernier le trucage systématique des chiffres publiés.

Mais à quoi bon décrire plus longuement les formes et les techniques du mensonge ? Dans les milieux dirigeants, il est acquis depuis belle lurette que la vérité et la conviction n'entrent pas en ligne de compte, puisque

tout est affaire de bonne ou de mauvaise « communication ». Il n'y a donc pas d'erreur ou de faute, mais de simples maladresses dans l'expression, ou l'effet du mauvais travail accompli par le journaliste de service. Ainsi fut expliqué au mois de septembre l'aveu d'impuissance de Lionel Jospin, vite corrigé par une déclaration « volontariste » qui n'a rien changé à la ligne gouvernementale (2).

S'il n'y a pas de vérité, comment pourrait-il y avoir mensonge ? La communication



arase tout dans le brillant du verbiage. Confrontés à cet effacement de la parole donnée, nous pouvons cependant la retrouver sans trop de peine, et en appeler à l'opinion publique. Ce que nous faisons, comme tant d'autres journalistes.

Mais certains ont trouvé la parade. Dans une chronique vieille de deux ans (3), Alain Lebaube expliquait la popularité de Lionel Jospin, qui abandonnait déjà son programme, par « une curieuse alchimie [...] due à une série de petits mensonges que l'opinion serait en mesure d'entendre et de comprendre » parce qu'elle serait en train d'abandonner, comme le Premier ministre, ses anciennes cer-

titudes. Dans leur majorité les citoyens se feraient donc complices du mensonge, dans l'attente d'une nouvelle vérité dont Lionel Jospin serait l'accoucheur. Telle est l'extrême pointe du cynisme, ici exprimé avec raffinement, mais semblable à celui du patron affirmant que le personnel qu'il exploite se complaît dans sa servitude et sa pauvreté, ou du violeur qui prétend avoir révélé à elle-même la femme violée.

Il va sans dire que la *Res publica*, la démocratie et le simple respect des êtres humains se perdent dans ces manipulations éhontées. Mais, comme l'arroseur arrosé, ceux qui s'ingénient à tromper le peuple se dupent eux-mêmes. Ils oublient que les Français savent lire, et que les livres auxquels ils font un triomphe sont ceux qui dénoncent l'horreur économique, les chiens de garde médiatiques, la souffrance sur les lieux de travail. Ils n'ont pas voulu comprendre, en juin dernier, que le taux d'abstention aux élections européennes et l'importance du vote blanc ne constituaient pas un consentement tacite à leurs reniements, mais le plus cinglant des désaveux. Ils ne veulent pas voir que ce n'est même plus le mensonge qui nous intéresse, mais sa présentation, son intensité, ses variantes. Quand le mensonge devient distrayant, le menteur est proche de sa fin.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. Gérard Desportes et Laurent Mauduit - « **La Gauche imaginaire et le nouveau capitalisme** » - Grasset - prix franco : 127 F.

(2) cf. l'excellent article de Daniel Schneidermann (*Le Monde télévision*, 3-4 octobre) jugeant le discours du Premier ministre à Strasbourg : « *substituant simplement la représentation du mouvement à celle de l'immobilité, il marquait une nouvelle étape dans l'escamotage de l'administration réelle des choses par le gouvernement des images* ».

(3) « *Mensonges partagés* », *Le Monde* du 15 octobre 1997.